

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C — 2013/29477]

17 JUILLET 2013. — Décret-programme portant diverses mesures relatives aux Fonds budgétaires, à la santé, à la culture, à l'audiovisuel, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, à l'agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur, au financement de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire, aux bâtiments scolaires, à la recherche et à l'Étnic (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I^{er}. — Dispositions relatives aux Fonds budgétaires
figurant au Budget général des dépenses de la Communauté française**

Article 1^{er}. Un point 65 est introduit, comme suit, dans le tableau annexé au décret du 27 octobre 1997, tel que modifié, contenant les Fonds budgétaires figurant au Budget général des dépenses de la Communauté française :

Dénomination du fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
Fonds pour la transition numérique	Recettes issues de la mise à disposition, en commun avec l'Etat fédéral et les autres Communautés, de la bande passante nécessaire aux détenteurs de licences d'opérateur de services mobiles à large bande (LTE).	Financer les coûts directs de la transition numérique au niveau de la diffusion de télévision terrestre. Financer l'infrastructure de diffusion de la radio numérique terrestre. Financer la création d'œuvres et de contenus audiovisuels, de contenus multimédias et d'applications numériques sous-jacentes. Financer des infrastructures techniques numériques destinées à produire et diffuser les œuvres et les contenus destinés aux nouvelles plateformes numériques

TITRE II. — Dispositions relatives à la Santé

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modifiant le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école

Art. 2. § 1^{er}. A l'article 21 du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les termes « Dans la limite des crédits budgétaires disponibles » sont insérés avant les termes « les services bénéficient »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les termes « Dans la limite des crédits budgétaires disponibles » sont insérés avant les termes « un forfait social »;

3° au paragraphe 3, les termes « , accordé dans la limite des crédits budgétaires disponibles, » sont insérés après « un complément de subvention forfaitaire ».

§ 2. A l'article 22, alinéa 1^{er}, du même décret, les termes « , dans la limite des crédits budgétaires disponibles, » sont insérés après « Le service bénéficie également ».

**CHAPITRE II. — Dispositions modifiant le décret du 16 mai 2002
relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités**

Art. 3. A l'article 19, alinéa 1^{er}, du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, les termes « Dans la limites des crédits budgétaires disponibles » sont insérés avant les termes « les services bénéficient d'une subvention globale ».

TITRE III. — Dispositions relatives à la Culture

**CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif au développement
des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques**

Art. 4. § 1^{er}. A l'article 34, alinéa 1^{er}, du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, les termes « cinq ans » sont supprimés et remplacés par les termes « sept ans ».

§ 2. A l'article 34, alinéa 2, du même décret, les termes « quatre ans » sont supprimés et remplacés par les termes « six ans ».

**CHAPITRE II. — Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des
Fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité et des
Centres d'expression et de créativité**

Art. 5. L'article 51, alinéa 3, du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des Fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité et des Centres d'expression et de créativité est remplacé par la disposition suivante :

« Les Centres d'expression et de créativité qui ne seront pas reconnus en vertu du présent décret perdront le bénéfice de leurs subventions au 1^{er} janvier 2018. ».

TITRE IV. — Dispositions relatives à l'Audiovisuel

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant le décret sur les services de médias audiovisuels, coordonné le 26 mars 2009*

Art. 6. § 1^{er}. A l'article 18, § 2, alinéa 3, du décret sur les services de médias audiovisuels, coordonné le 26 mars 2009, les mots « 31 décembre 2012 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2014 ».

§ 2. A l'article 24 du même décret, le 2° est modifié comme suit :

« 2°) les programmes et les séquences parrainés doivent être clairement identifiés par une annonce comportant le nom, la marque, le logo ou un autre symbole du parrain, par exemple au moyen d'une référence à ses produits ou services ou d'un signe distinctif, d'une manière adaptée au programme, avant le générique de début ou après le générique de fin d'un programme, ou en début ou en fin d'une séquence clairement identifiable du programme, en ce compris lors de l'interruption publicitaire d'une œuvre de fiction télévisuelle ou cinématographique, ainsi que dans les bandes annonces qui assurent la promotion du programme; ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF)*

Art. 7. Le paragraphe 4 de l'article 22 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le montant des emprunts souscrits par l'entreprise avec la garantie de la Communauté française ne peut excéder 125.400.000 euros sur la période 2013-2017. Le contrat de gestion détermine les modalités de conclusion des opérations d'emprunts effectués avec la garantie de la Communauté française. ».

TITRE V. — Dispositions relatives à l'enseignement obligatoire et à l'enseignement de promotion sociale

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 8. Dans l'article 3, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié par les décrets du 12 juillet 2001, du 17 décembre 2009, du 15 décembre 2010 et du 12 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 5, 2°, c), est remplacé par ce qui suit :

« c) pour l'année civile 2013, en appliquant aux dotations forfaitaires de l'année civile 2012 une indexation de 0,2 %;

d) à partir de l'année civile 2014, en appliquant aux dotations forfaitaires de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. »;

2° l'alinéa 7, 11°, est remplacé par ce qui suit :

« 11° en 2013 de 0 % pour toutes les écoles et implantations concernées par le présent article. »;

3° l'alinéa 7 est complété par un 12° libellé comme suit :

« 12° en 2014 de :

a) 1,9733 % pour les écoles autres que fondamentales, à l'exception des implantations :

- des classes numérotées de 1 à 3a conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,9480 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 13 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,9833 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 14 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,9876 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 15 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,9919 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 16 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,9962 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 17 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 2,0006 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 18 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 2,0049 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 19 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 2,0093 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 20 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 2,0137 % d'augmentation;

b) 1,8410 % pour les écoles fondamentales, à l'exception des implantations :

- des classes numérotées de 1 à 3a conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8223 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 13 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8503 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 14 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8543 % d'augmentation;

- de la classe numérotée 15 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8583 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 16 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8624 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 17 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8665 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 18 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8705 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 19 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8746 % d'augmentation;
- de la classe numérotée 20 conformément à l'article 4, alinéa 5, du décret du 30 avril 2009 précité qui bénéficieront de 1,8788 % d'augmentation. »;

4° l'alinéa 8, c), est remplacé par ce qui suit :

« c) pour l'année civile 2013, en appliquant aux augmentations de l'année 2012 une indexation de 0,2 %;

d) à partir de l'année civile 2014, en appliquant aux augmentations de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. ».

Art. 9. Dans l'article 32, § 2, de la même loi, tel que modifié par les décrets du 12 juillet 2001, du 17 décembre 2009 et du 12 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, la disposition « -Pour l'année 2013 : 117.379.363, 44 € » est remplacée par ce qui suit :

« - Pour l'année 2013 : 109.854.214,59 €;

- Pour l'année 2014 : 117.379.363,44 €. »;

2° l'alinéa 7, c), est remplacé par ce qui suit :

« c) pour l'année civile 2013, en appliquant aux montants de l'année 2012 une indexation de 0,2 %;

d) à partir de l'année civile 2014, en appliquant aux montants de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. »;

3° l'alinéa 8, c), est remplacé par ce qui suit :

« c) pour l'année civile 2013, en appliquant aux montants de l'année 2012 une indexation de 0,2 %;

d) à partir de l'année civile 2014, en appliquant aux montants de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. ».

Art. 10. Dans l'article 34, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié par les décrets du 12 juillet 2001 et du 17 décembre 2009, les mots « 20.148.785,69 € pour l'année 2013 » sont remplacés par ce qui suit :

« - 18.806.166,33 € pour l'année 2013;

- 20.148.785,69 € pour l'année 2014 €. ».

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux*

Art. 11. Dans l'article 52 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, le point c) du dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« c) pour l'année civile 2013, en appliquant aux montants de l'année 2012 une indexation de 0,2 %;

d) à partir de l'année civile 2014, en appliquant aux montants de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. ».

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives*

Art. 12. L'article 56, c), du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, est remplacé par ce qui suit :

« c) pour l'année civile 2013, en appliquant au montant de l'année 2012 une indexation de 0,2 %;

d) à partir de l'année civile 2014, en appliquant au montant de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. ».

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant le décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire*

Art. 13. A l'article 18, § 1^{er}, du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « pendant les années 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013 » sont remplacés par les mots « pendant les années 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014 »;

2° le 1^{er} tiret, c) est remplacé par ce qui suit :

« c) pour l'année civile 2013, en appliquant aux dotations de l'année 2012 une indexation de 0,2 %;

d) pour l'année civile 2014, en appliquant aux dotations de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. ».

CHAPITRE V. — *Disposition modifiant le décret du 12 juillet 2001 relatif à la prise en compte de l'organisation de cours philosophiques dans les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés*

Art. 14. Dans l'article 2 du décret du 12 juillet 2001 relatif à la prise en compte de l'organisation des cours philosophiques dans les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionné, les mots « 7.350.043,01 € en 2013 » sont remplacés par ce qui suit :

« 6.860.263,95 € en 2013;
7.350.043,01 € en 2014. ».

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant le décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire*

Art. 15. *In fine* de l'article 24 du décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire est inséré un nouvel alinéa libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2 :

a) pour l'année civile 2013, en appliquant au montant de l'année 2012 une indexation de 0,2 %;
b) à partir de l'année civile 2014, en appliquant au montant de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. ».

CHAPITRE VII. — *Disposition modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs*

Art. 16. Dans l'article 110, § 1^{er}, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, l'alinéa 2, c) est remplacé par ce qui suit :

« c) pour l'année civile 2013, en appliquant aux montants de l'année 2012 une indexation de 0,2 %;
d) à partir de l'année civile 2014, en appliquant aux montants de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. ».

CHAPITRE VIII. — *Disposition modifiant le décret du 26 avril 2007 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant*

Art. 17. Dans l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 26 avril 2007 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant, le 3^e est remplacé par ce qui suit :

« 3^e) 9.940.000 euros pour 2013. ».

CHAPITRE IX. — *Disposition modifiant le décret du 26 mars 2009 octroyant des moyens complémentaires aux établissements scolaires pour le Conseiller en prévention*

Art. 18. A l'article 9 du décret du 26 mars 2009 octroyant des moyens complémentaires aux établissements scolaires pour le Conseiller en prévention, les mots « au 1^{er} septembre 2013 » sont remplacés par les mots « au 1^{er} janvier 2014 ».

CHAPITRE X. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité*

Art. 19. Dans l'article 6, § 3, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, l'alinéa 1^{er}, c), est remplacé par ce qui suit :

« c) pour l'année civile 2013, en appliquant au montant de l'année 2012 une indexation de 0,2 %;
d) à partir de l'année civile 2014, en appliquant au montant de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. ».

Art. 20. Dans l'article 7, § 3, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, l'alinéa 1^{er}, c), est remplacé par ce qui suit :

« c) pour l'année civile 2013, en appliquant au montant de l'année 2012 une indexation de 0,2 %;
d) à partir de l'année civile 2014, en appliquant au montant de l'année précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année en cours et l'indice de janvier de l'année précédente. ».

TITRE VI. — *Dispositions relatives de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'Enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 21. Dans l'article 22 du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, les mots « 670.000 euros. » sont remplacés par les mots « 664.687 euros. ».

TITRE VII. — *Dispositions relatives au financement de l'Enseignement supérieur universitaire et non universitaire*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

Art. 22. Dans l'article 29, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des universités, tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

— dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « 109.863.851 euros » sont remplacés par les mots « 109.767.776 euros »;
— dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « 324.805.410 euros » sont remplacés par les mots « 324.521.372 euros »;
— dans le § 7, les mots « 2023 » et « 2024 à 2025 » sont respectivement remplacés par les mots « 2024 » et « 2025 à 2026 », et la dernière phrase de l'alinéa 1^{er} est complétée de la manière suivante : « , et l'augmentation annuelle pour l'année budgétaire 2013 est de zéro euro. ».

Art. 23. Dans l'article 32bis, alinéa 1^{er}, de la même loi, tel que modifié, les mots « 8.414.734 euros » sont remplacés par les mots « 8.407.375 euros ».

Art. 24. Dans l'article 35, alinéa 1^{er}, 2^o, de la même loi, inséré par le décret du 19 mai 2004, tel que modifié, les mots « de 4.891.350 euros » sont remplacés par les mots « 4.887.021 euros ».

Art. 25. Dans l'article 35bis, alinéa 1^{er}, 2^o, de la même loi, inséré par le décret du 13 décembre 2007, tel que modifié, les mots « 3.128.362 euros » sont remplacés par les mots « 3.125.627 euros ».

Art. 26. Dans l'article 35ter, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par le décret du 30 avril 2009 et tel que modifié, les modifications sont apportées :

- au point 2^o, les mots « 3.026.062 euros » sont remplacés par les mots « 3.023.416 euros »;
- au point 3^o, les mots « 2.485.560 euros » sont remplacés par les mots « 2.483.386 euros ».

Art. 27. Dans l'article 35quater, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par le décret du 30 avril 2009, tel que modifié, les modifications sont apportées :

- au point 2^o, les mots « 2.357.707 euros » sont remplacés par les mots « 2.355.645 euros »;
- au point 3^o, les mots « 3.036.571 euros » sont remplacés par les mots « 3.033.915 euros ».

Art. 28. Dans l'article 35quinquies, alinéa 1^{er}, 2^o, de la même loi, inséré par le décret du 30 avril 2009, tel que modifié, les mots « 2.271.313 euros » sont remplacés par les mots « 2.269.327 euros ».

Art. 29. Dans l'article 35sexies, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par le décret du 30 avril 2009, tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

- au point 2^o, les mots « 2.605.957 euros » sont remplacés par les mots « 2.603.677 euros »;
- au point 3^o, les mots « 2.409.981 euros » sont remplacés par les mots « 2.407.873 euros ».

Art. 30. Dans l'article 36ter, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par le décret du 11 janvier 2008, tel que modifié, les mots « 628.282 euros » sont remplacés par les mots « 622.788 euros ».

Art. 31. Dans l'article 36quater, de la même loi, inséré par le décret du 11 janvier 2008 et tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

- dans l'alinéa 1^{er}, les mots « 133.924 euros » sont remplacés par les mots « 133.820 euros »;
- dans l'alinéa 3, les mots « 14.880 euros » sont remplacés par les mots « 14.869 euros ».

Art. 32. Dans l'article 36quater/1, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par le décret du 23 mars 2012, les mots « 2.537.016 euros » sont remplacés par les mots « 2.514.830 euros ».

Art. 33. Dans l'article 45 de la même loi, tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

- dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « 7.594.437 euros » sont remplacés par les mots « 7.587.796 euros »;
- dans le § 1^{er}bis, alinéa 1^{er}, les mots « 3.442.478 euros » sont remplacés par les mots « 3.439.468 euros ».

Art. 34. L'article 46, § 2, de la même loi, tel que modifié, le dernier alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« A partir de l'année budgétaire 2013, le montant de cette subvention s'élève à un montant de 3.535.000 euros, adapté annuellement aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en le multipliant par le taux d'adaptation suivant :

Indice santé de décembre de l'année budgétaire concernée
Indice santé de décembre de l'année budgétaire 2013 ».

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles*

Art. 35. Dans l'article 89, § 3, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, tel que modifié, la phrase « A partir de l'année budgétaire 2012, un montant de 70,25 EUR est attribué par étudiant subsidiable pour le financement. Ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation de l'année antérieure » est remplacée par la phrase suivante :

« A partir de l'année budgétaire 2013, un montant de 70,39 EUR par étudiant subsidiable est attribué à chaque Haute Ecole. A partir de l'année budgétaire 2014, ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation de l'année antérieure. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 36. Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, tel que modifié, les mots « 283.720.841 euros » sont remplacés par les mots « 283.094.904 euros ».

Art. 37. L'article 10 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A partir de l'année budgétaire 2015, 300.000 euros sont ajoutés au montant déterminé par les alinéas précédents.

A partir de l'année budgétaire 2013, un montant correspondant au coût moyen brut pondéré calculé annuellement en vertu de l'article 29, alinéa 5, pour la catégorie des membres du personnel administratif, est ajouté à l'allocation annuelle globale lorsqu'une Haute Ecole couvre sur celle-ci le coût d'un membre du personnel mis à disposition des Commissaires visés à la section 1^{re} du chapitre 5 ».

Art. 38. A l'article 11, alinéa 1^{er}, du même décret, le point 3^o est complété par les mots suivants :

« ainsi que, le cas échéant, le montant relatif au personnel administratif de Haute Ecole mis à leur disposition dont question à l'article 10, dernier alinéa. ».

Art. 39. Dans l'article 14, 7^e alinéa, du même décret, tel que modifié, les mots « 2012 » et « 250.000 EUR » sont remplacés respectivement par les mots « 2013 » et « 252.000 EUR ».

Art. 40. Dans le même décret, il est inséré un article 14bis rédigé comme suit :

« Pour les années budgétaires 2013 à 2014, à la partie forfaitaire de chaque Haute Ecole disposant d'une habilitation à organiser une section « Logopédie », est ajouté un montant de 20.000 euros.

Si, de plus, la section visée à l'alinéa précédent a accueilli, pendant l'année académique se terminant l'année budgétaire concernée, en première année d'études un nombre d'étudiants réguliers supérieur d'au moins 10 % à celui qu'elle a accueilli pendant l'année académique 2011-2012, à la partie forfaitaire de cette Haute Ecole est ajouté un montant égal à 100.000 euros divisé par le nombre de hautes écoles organisant les études de bacheliers en logopédie ayant accueilli en première année un nombre d'étudiants supérieur d'au moins 10 % à celui qu'elles ont accueilli pendant l'année académique 2011-2012.

Si, enfin, la section visée au premier alinéa a accueilli, pendant l'année académique se terminant l'année budgétaire concernée, un nombre d'étudiants supérieur d'au moins 10 % à celui qu'elle a accueilli pendant l'année académique 2011-2012, à la partie forfaitaire de cette Haute Ecole est ajouté un montant égal à 100.000 euros divisé par le nombre de hautes écoles organisant les études de bacheliers en logopédie ayant accueilli dans cette section un nombre d'étudiants supérieur d'au moins 10 % à celui qu'elles ont accueilli pendant l'année académique 2011-2012. ».

Art. 41. Dans l'article 21quater, § 1^{er}, du même décret, tel qu'inséré par le décret du 20 juillet 2005, tel que modifié, les mots « A partir de l'année budgétaire 2012, le montant global destiné à cet effet s'élève à 11.895.399 EUR. Ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice des prix à la consommation de l'année budgétaire précédente. » sont remplacés par les mots « A partir de l'année budgétaire 2013, le montant global destiné à cet effet s'élève à 11.919.190 EUR. A partir de l'année budgétaire 2014, ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice des prix à la consommation de l'année budgétaire précédente. ».

Art. 42. L'article 21quinquies du même décret est remplacé par ce qui suit :

« A partir de l'année budgétaire 2013, un montant de 521.000 euros, réparti conformément à l'article 37bis du décret, est octroyé en faveur des Hautes Ecoles pour l'organisation d'initiatives menées en matière de promotion de la réussite.

A partir de l'année budgétaire 2014, ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice santé de l'année antérieure.

Les moyens ainsi obtenus par les Hautes Ecoles sont exclusivement affectés aux frais de personnel. ».

CHAPITRE IV. — Dispositions relatives au Centre hospitalier universitaire de Liège

Art. 43. Dans l'article 10 du décret-programme du 19 décembre 2002 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, le Fonds Ecureuil de la Communauté française, l'euro, les institutions universitaires, les Centre hospitalier universitaire de Liège, les centres psycho-médico-sociaux, les services de promotion de la santé à l'école, l'enseignement et le centre technique horticole de Gembloux, tel que modifié, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« A partir de l'année budgétaire 2013, il est alloué annuellement au Centre hospitalier universitaire de Liège une subvention de 2.124.000 euros. ».

CHAPITRE V. — Dispositions modifiant le décret du 20 juillet 2005 relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire

Art. 44. Dans l'article 4, § 1^{er}, du décret du 20 juillet 2005 relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire, tel que modifié, les mots « A partir de l'année budgétaire 2012, le montant global destiné à cet effet s'élève à 1.677.129 EUR. Ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice des prix à la consommation de l'année budgétaire précédente. » sont remplacés par les mots « A partir de l'année budgétaire 2013, le montant global destiné à cet effet s'élève à 1.680.483 EUR. A partir de l'année budgétaire 2014, ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice des prix à la consommation de l'année budgétaire précédente. ».

CHAPITRE VI. — Disposition modifiant le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts

Art. 45. L'article 60quinquies, § 1^{er}, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), tel qu'inséré par le décret du 9 mai 2008, tel que modifié, est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 1^{er}. A partir de l'année budgétaire 2013, une allocation d'équipement est accordée aux Ecoles Supérieures des Arts, dont le montant est fixé à 139.000 EUR par an.

Ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation, selon la formule suivante :

Indice santé du mois de janvier de l'année budgétaire concernée / Indice santé du mois de janvier de l'année budgétaire 2013. ».

Art. 46. Dans l'article 59, alinéa 1^{er}, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), tel que modifié, la phrase « A partir de l'année budgétaire 2012, un montant de 66,89 EUR est attribué par étudiant subsidiable pour le financement. Ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation de l'année antérieure. » est remplacée par la phrase suivante :

« A partir de l'année budgétaire 2013, un montant de 67,02 EUR par étudiant subsidiable est attribué à chaque Ecole supérieure des Arts. Ce A partir de l'année budgétaire 2014, ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation de l'année antérieure. ».

CHAPITRE VII. — *Disposition modifiant la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés*

Art. 47. Dans l'article 2 de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés, tel que modifié, les alinéas 2 à 5 sont remplacés par ce qui suit :

« Dans les institutions universitaires, reprises sous les lettres a) à c) de l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, un montant de 381,40 EUR par étudiant est attribué pour les 5.000 premiers étudiants et un montant de 253,61 EUR par étudiant au-delà de 5.000.

Dans les institutions universitaires reprises sous les lettres d) à i) de l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, un montant de 381,40 EUR par étudiant est attribué pour les 2.500 premiers étudiants et un montant de 253,61 EUR par étudiant au-delà de 2.500.

Ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice des prix à la consommation, selon la formule suivante :

Indice des prix du mois de janvier de l'année budgétaire concernée / Indice des prix du mois de janvier de l'année budgétaire 2013. ».

CHAPITRE VIII. — *Disposition modifiant le décret du 6 octobre 2011 relatif aux supports des cours.*

Art. 48. Dans l'article 2 du décret du 6 octobre 2011 relatif aux supports des cours, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. A partir de l'année budgétaire 2013, la Communauté française contribue à établir la gratuité des supports de cours en octroyant aux institutions universitaires, aux Hautes Ecoles et aux Ecoles supérieures des Arts des allocations annuelles complémentaires aux avantages et subsides sociaux.

A cet effet, un montant de base global fixé à 1.002.000 euros est prévu.

A partir de l'année budgétaire 2014, ce montant de base global est adapté annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation, selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant de base X indice du mois de janvier de l'année considérée}}{\text{Indice du mois de janvier de l'année 2013.}}$$

CHAPITRE IX. — *Dispositions modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des universités et la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 49. L'article 39, § 4, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des universités est complété de la manière suivante :

« A la fin exclusive de calculer le montant des allocations complémentaires visées à l'article 36bis, pour l'année académique 2013-2014, les montants visés aux §§ 1^{er}, 2, 3, 5 et 6, du présent article sont indexés en fonction de l'indice des prix à la consommation, selon la formule suivante :

Montant de base X Indice de novembre 2011 X 1,002 / Indice de novembre 1991.

Ces montants sont arrondis à l'euro inférieur.

A la fin exclusive de calculer le montant des allocations complémentaires visées à l'article 36bis, à partir de l'année académique 2014 -2015, les montants visés aux §§ 1^{er}, 2, 3, 5 et 6, du présent article sont indexés annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation, selon la formule suivante :

Montant de base tel qu'indexé pour l'année 2013 -2014 X Indice de novembre précédant l'ouverture de l'année académique concernée / Indice de novembre 2012.

Ces montants sont arrondis à l'euro inférieur. ».

Art. 50. Dans l'article 12, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 8 et 9 :

« A la fin exclusive de calculer le montant des allocations complémentaires visées à l'article 21sexies du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et à l'article 57bis du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), pour l'année académique 2013 -2014, les montants visés au présent paragraphe sont indexés en fonction de l'indice des prix à la consommation, selon la formule suivante :

Montant de base X Indice de novembre 2011 X 1,002 / Indice de novembre 1991.

A la fin exclusive de calculer le montant des allocations complémentaires visées à l'article 21sexies du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et à l'article 57bis du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), à partir de l'année académique 2014 -2015, les montants visés au présent paragraphe sont indexés annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation, selon la formule suivante :

Montant de base tel qu'indexé pour l'année 2013-2014 X Indice de novembre précédant l'ouverture de l'année académique concernée / Indice de novembre 2012. ».

TITRE VIII. — *Dispositions relatives aux Bâtiments scolaires*

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 51. § 1^{er}. Aux articles 6bis, § 2, et 8bis, § 2, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, insérés par le décret du 12 juillet 2001, complétés par le décret du 14 novembre 2008, modifiés par le décret du 17 décembre 2009, est apportée la modification suivante : les mots « de 2013 à 2039 » sont remplacés par les mots « de 2014 à 2040 ».

§ 2. L'article 6*bis* du même décret est complété par le paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Nonobstant la majoration prévue aux §§ 1^{er}, 2, 3 et 4, la dotation prévue par l'article 5, § 2, 3^o, est également majorée annuellement de euro 500.000 de 2013 à 2017. ».

§ 3. L'article 8*bis* du même décret est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Nonobstant la majoration prévue aux §§ 1^{er}, 2 et 3, la dotation prévue par l'article 7, § 2, 3^o, est également majorée annuellement de euro 743.000 de 2013 à 2032. ».

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française*

Art. 52. § 1^{er}. A l'article 7 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, modifié par les décrets du 12 décembre 2008, 17 décembre 2009, 15 décembre 2010, 12 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées au § 1^{er}, alinéa 1^{er} :

le dernier tiret est remplacé par ce qui suit : « euro 35.826.000 en 2012 »;

un tiret est ensuite ajouté à la suite du dernier tiret, qui devient le pénultième tiret :

« euro 35.898.000 en 2013 ».

A l'alinéa 2 du même paragraphe, les mots « 2013 » et « 2012 » sont respectivement remplacés par « 2014 » et « 2013 ».

§ 2. Au § 2, alinéa 2, du même article, les modifications suivantes sont apportées :

les mots « de 2011 à 2012 » sont remplacés par les mots « de 2011 à 2013 »;

les mots « de 2013 à 2014 » sont remplacés par les mots « en 2014 »;

les mots « de 2038 à 2039 » sont remplacés par les mots « de 2038 à 2040 »;

les mots « de 2040 à 2041 » sont remplacés par les mots « en 2041 ».

TITRE IX. — Dispositions relatives à la Recherche

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 30 mars 2007 portant diverses mesures en matière de recherche dans les institutions universitaires*

Art. 53. § 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 30 mars 2007 portant diverses mesures en matière de recherche dans les institutions universitaires, modifié par le décret du 12 juillet 2012, le montant « 13.053.792 euros », accordé pour les fonds spéciaux de recherche, est remplacé par le montant « 13.042.453 euros ».

§ 2. A l'article 6 du même décret, le montant « 13.125.739 euros », accordé pour les actions de recherches concertées, est remplacé par le montant « 13.114.338 euros ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 20 juillet 2000 portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique*

Art. 54. § 1^{er}. A l'article 17, alinéa 2, du décret du 20 juillet 2000 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, inséré par le décret du 30 mars 2007, modifié par le décret du 12 juillet 2012, le montant « 8.638.879 euros », en faveur du Fonds de la Recherche scientifique FNRS pour le financement des bourses de formation à la recherche dans l'industrie et l'agriculture est remplacé par « 8.631.652 euros »

§ 2. A l'alinéa 4 du même article, inséré par le décret du 24 octobre 2008, modifié par le décret du 12 juillet 2012, le montant complémentaire « 1.998.536 euros » est remplacé par « 1.996.800 euros ».

TITRE X. — Disposition relative à l'Entreprise des technologies nouvelles de l'information et de la communication de la Communauté française

Art. 55. Dans l'article 15 du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le caissier détermine l'état global, c'est-à-dire la position nette de trésorerie déterminée à partir de l'ensemble des soldes de tous les comptes de la Communauté française, des comptes de L'Entreprise des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication ainsi que de ceux de la Radio Télévision belge de la Communauté française (RTBF). Cet état global est géré par la Direction de la Dette du Ministère de la Communauté française. Les comptes financiers de l'Entreprise publique dans l'état global ne lui portent pas d'intérêt. ».

TITRE XI. — Dispositions finales

Art. 56. L'article 29 du décret-programme du 17 décembre 2009 portant diverses mesures concernant les établissements d'enseignement, les internats, les centres psycho-médico-sociaux, la réduction du nombre de chargés de mission à charge du budget de la Communauté, les bâtiments scolaires, la formation en cours de carrière, le traitement d'attente dans le cas de perte partielle de charge, le refinancement des universités et des Hautes Ecoles, le statut des membres des personnels des universités, les dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion, les services de médias audiovisuels, l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles, les conditions de subventionnement à l'emploi dans les secteurs socioculturels et la reconnaissance et le subventionnement des musées et autres institutions muséales est abrogé.

Art. 57. Le présent décret entre en vigueur au 1^{er} janvier 2013.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 17 juillet 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

—
Note

Session 2012-2013.

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 512-1. – Avis des commissions, n° 512-2 à n° 512-6 - Rapport, n° 512-7.

Compte-rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du 17 juillet 2013.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29477]

17 JULI 2013. — **Programmadecreet houdende verschillende maatregelen in verband met de begrotingsfondsen, gezondheid, cultuur, audiovisuele sector, leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, het agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het hoger onderwijs, financiering van het universitair en niet universitair hoger onderwijs, schoolgebouwen, onderzoek en Etnic (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Bepalingen betreffende de begrotingsfondsen die in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap worden vermeld

Artikel 1. Er wordt een punt 65 als volgt ingevoerd in de tabel als bijlage bij het decreet van 27 oktober 1997, zoals gewijzigd, houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap :

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de ontvangsten met een speciale bestemming	Doel van de toegestane uitgaven
Fonds voor digitale overgang	Ontvangsten voortvloeiend uit de terbeschikkingstelling, samen met de Federale Staat en de andere Gemeenschappen, van de bandbreedte die noodzakelijk is voor de houders van vergunningen voor operatoren van mobiele breedbanddiensten (LTE)	De directe kosten financieren voor de digitale overgang betreffende de uitzending van terrestrische televisie. De infrastructuur financieren voor de uitzending van digitale terrestrische radio. De creatie financieren van audiovisuele werken en inhoud, van multimedia-programma-inhoud en van bijhorende digitale toepassingen. Digitale technische infrastructuur financieren om de werken en de programma's te produceren en uit te zenden die bestemd zijn voor de nieuwe digitale platformen.

TITEL II. — Bepalingen in verband met Gezondheid

HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school

Art. 2. § 1. In artikel 21 van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten » ingevoegd vóór de woorden « De diensten krijgen »;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten » ingevoegd vóór de woorden « Een sociaal forfait »;

3° in paragraaf 3, worden de woorden « toekennen binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, » ingevoegd na « aanvullende forfaitaire subsidie ».

§ 2. In artikel 22, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « , binnen de perken van de beschikbare begrotingmiddelen, » ingevoegd na de woorden « De dienst krijgt eveneens ».

**HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging het decreet van 16 mei 2002
betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit***

Art. 3. In artikel 19, eerste lid, van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteit, worden de woorden « Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten » ingevoegd vóór de woorden « De diensten krijgen een algemene toelage » en komt het woord « krijgen » vóór de woorden « de diensten » te staan.

TITEL III. — *Bepalingen in verband met Cultuur*

**HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling
van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken***

Art. 4. § 1. In artikel 34, eerste lid, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken, worden de woorden « vijf jaar » geschrapt en vervangen door de woorden « zeven jaar ».

§ 2. In artikel 34, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « vier jaar » geschrapt en vervangen door de woorden « zes jaar ».

**HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van
de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit***

Art. 5. Artikel 51, derde lid, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De centra voor expressie en creativiteit die niet zullen worden erkend krachtens dit decreet, zullen hun subsidies vanaf 1 januari 2018 niet meer genieten. ».

TITEL IV. — *Bepalingen in verband met de Audiovisuele Sector*

**HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet betreffende
de audiovisuele mediadiensten, gecoördineerd op 26 maart 2009***

Art. 6. § 1. In artikel 18, § 2, derde lid, van het decreet betreffende de audiovisuele mediadiensten, gecoördineerd op 26 maart 2009, worden de woorden « 31 december 2012 » vervangen door de woorden « 31 december 2014 ».

§ 2. In artikel 24 van hetzelfde decreet, wordt 2° gewijzigd als volgt :

2°) de gesponsorde programma's en sequenties moeten duidelijk worden geïdentificeerd door de vermelding van de naam, het merk, het logo of een ander symbool van de sponsor, bij voorbeeld door middel van een verwijzing naar zijn producten of diensten of een kenmerk, op een manier die aan het programma wordt aangepast, voor de generiek van het begin of na de generiek van het einde van een programma, of bij het begin of op het einde van een duidelijk identificeerbare sequentie van het programma, ook tijdens de onderbreking door de reclame van een televisueel of cinematografisch fictiewerk, alsook in de trailers die voor de promotie van dat programma zorgen; ».

**HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 14 juli 1997
houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) »***

Art. 7. Paragraaf 4 van artikel 22 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) », wordt vervangen als volgt :

« § 4. Het bedrag van de leningen aangegaan door het bedrijf met de waarborg van de Franse Gemeenschap mag niet 125.400.000 euro overschrijden voor de periode 2013-2017. De beheersovereenkomst bepaalt de nadere regels voor het sluiten van leningenverrichtingen met de waarborg van de Franse Gemeenschap. ».

TITEL V. — *Bepalingen in verband met het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie*

**HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959
tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving***

Art. 8. In artikel 3, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd bij de decreten van 12 juli 2001, 17 december 2009, 15 december 2010 en 12 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vijfde lid, 2°, c) wordt vervangen als volgt :

« c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0,2 % toe te passen op de forfaitaire dotaties van het burgerlijk jaar 2012;

d) vanaf het burgerlijk jaar 2014, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van het lopende jaar en het indexcijfer van de maand januari het voorafgaande jaar toe te passen op de forfaitaire dotaties van het voorafgaande burgerlijk jaar. »;

2° het zevende lid, 11°, wordt vervangen als volgt :

« 11° in 2013 met 0 % voor alle scholen en vestigingen waarop dit artikel betrekking heeft. »;

3° het zevende lid wordt aangevuld met een 12°, luidend als volgt :

« 12° in 2014 met :

a) 1,9733 % voor de andere scholen dan de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen :

— van de klassen, genummerd van 1 tot 3 a overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,9480 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 13 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,9833 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 14 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,9876 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 15 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,9919 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 16 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,9962 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 17 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 2,0006 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 18 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 2,0049 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 19 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 2,0093 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 20 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 2,0137 % zullen genieten;

b) 1,8410 % voor de basisscholen, met uitzondering van de vestigingen :

— van de klassen, genummerd van 1 tot 3 a overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8223 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 13 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8503 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 14 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8543 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 15 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8583 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 16 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8624 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 17 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8665 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 18 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8705 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 19 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8746 % zullen genieten;

— van de klas genummerd 20 overeenkomstig artikel 4, vijfde lid van het voormelde decreet van 30 april 2009, die een verhoging van 1,8788 % zullen genieten. »;

4° het achtste lid, c), wordt vervangen als volgt :

« c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0,2 % toe te passen op de verhogingen van het jaar 2012;

vanaf het burgerlijk jaar 2014, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van het lopende jaar en het indexcijfer van de maand januari van het voorafgaande jaar toe te passen op de verhogingen van het voorafgaande jaar. »;

Art. 9. In artikel 32, § 2, van dezelfde wet, zoals gewijzigd bij de decreten van 12 juli 2001, van 17 december 2009 en van 12 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, wordt de bepaling « - Voor het jaar 2013 : 117.379.363,44 € » vervangen als volgt :

« - Voor het jaar 2013 : 109.854.214,59 €;

Voor het jaar 2014 : 117.379.363,44 €. »;

2° het zevende lid, c) wordt vervangen als volgt :

« c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0,2 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012;

d) vanaf het burgerlijk jaar 2014, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van het lopende jaar en het indexcijfer van de maand januari van het voorafgaande jaar toe te passen op de bedragen van het voorafgaande jaar. »;

3° het achtste lid, c) wordt vervangen als volgt :

« c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0,2 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012;

d) vanaf het burgerlijk jaar 2014, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van het lopende jaar en het indexcijfer van de maand januari van het voorafgaande jaar toe te passen op de bedragen van het voorafgaande jaar. »;

Art. 10. In artikel 34, derde lid van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd bij de decreten van 12 juli 2001 en 17 december 2009, worden de woorden « -20.148.785,69 € voor het jaar 2013 » vervangen als volgt :

« - 18.806.166,33 € voor het jaar 2013;

20.148.785,69 € voor het jaar 2014. ».

HOOFDSTUK II. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra

Art. 11. In artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra, wordt punt c) van het laatste lid vervangen als volgt :

« c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0,2 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012;

d) vanaf het burgerlijk jaar 2014, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van het lopende jaar en het indexcijfer van de maand januari van het voorafgaande jaar toe te passen op de bedragen van het voorafgaande jaar. »;

HOOFDSTUK III. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie*

Art. 12. Artikel 56, c), van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, wordt vervangen als volgt :

« c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0,2 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012;

d) vanaf het burgerlijk jaar 2014, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van het lopende jaar en het indexcijfer van de maand januari van het voorafgaande jaar toe te passen op de bedragen van het voorafgaande jaar. ».

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd*

Art. 13. In artikel 18, § 1, van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « gedurende de jaren 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012 en 2013 » worden vervangen door de woorden « gedurende de jaren 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013 en 2014 »;

2° het eerste streepje c) wordt vervangen als volgt :

« c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0,2 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012;

d) voor het burgerlijk jaar 2014, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van het lopende jaar en het indexcijfer van de maand januari van het voorafgaande jaar toe te passen op de bedragen van het voorafgaande jaar. ».

HOOFDSTUK V. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 juli 2001 waarbij rekening wordt gehouden met de organisatie van levensbeschouwelijke cursussen in het gesubsidieerd niet-confessioneel vrij en officieel onderwijs*

Art. 14. In artikel 2 van het decreet van 12 juli 2001 waarbij rekening wordt gehouden met de organisatie van levensbeschouwelijke cursussen in het gesubsidieerd niet-confessioneel vrij en officieel onderwijs, worden de woorden « - 7.350.043,01 € » vervangen als volgt :

« -6.860.263,95 € in 2013;

7.350.043,01 € in 2014. ».

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs*

Art. 15. Aan het einde van artikel 24 van het decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het tweede lid :

« a) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0,2 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012;

b) vanaf het burgerlijk jaar 2014, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van het lopende jaar en het indexcijfer van de maand januari van het voorafgaande jaar toe te passen op de bedragen van het voorafgaande jaar. ».

HOOFDSTUK VII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs*

Art. 16. In artikel 110, § 1, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, wordt het tweede lid, c) vervangen als volgt :

« c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0,2 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012;

d) vanaf het burgerlijk jaar 2014, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van het lopende jaar en het indexcijfer van de maand januari van het voorafgaande jaar toe te passen op de bedragen van het voorafgaande jaar. ».

HOOFDSTUK VIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 26 april 2007 waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het kwalificatieonderwijs*

Art. 17. In artikel 4, § 1, tweede lid van het decreet van 26 april 2007 waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het kwalificatieonderwijs, wordt 3° vervangen als volgt :

« 3°) 9.940.000 euro voor 2013. ».

HOOFDSTUK IX. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 26 maart 2009 tot toekenning van bijkomende middelen aan schoolinrichtingen voor de preventieadviseur*

Art. 18. In artikel 9 van het decreet van 26 maart 2009 tot toekenning van bijkomende middelen aan schoolinrichtingen voor de preventieadviseur, worden de woorden « op 1 september 2013 » vervangen door de woorden « op 1 januari 2014 ».

HOOFDSTUK X. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving*

Art. 19. In artikel 6, § 3, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, wordt het eerste lid, c) vervangen als volgt :

« c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0,2 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012;

d) vanaf het burgerlijk jaar 2014, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van het lopende jaar en het indexcijfer van de maand januari van het voorafgaande jaar toe te passen op de bedragen van het voorafgaande jaar. ».

Art. 20. In artikel 7, § 3, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, wordt het eerste lid, c) vervangen als volgt :

« c) voor het burgerlijk jaar 2013, door een indexering van 0,2 % toe te passen op de bedragen van het jaar 2012;

d) vanaf het burgerlijk jaar 2014, door de verhouding tussen het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van het lopende jaar en het indexcijfer van de maand januari van het voorafgaande jaar toe te passen op de bedragen van het voorafgaande jaar. ».

TITEL VI. — Bepalingen in verband met het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs

HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs

Art. 21. In artikel 22 van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, worden de woorden « 670.000 euro » vervangen door de woorden « 664.687 euro ».

TITEL VII. — Bepalingen in verband met de financiering van het universitair en niet universitair hoger onderwijs

HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling

Art. 22. In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

in § 1, eerste lid, worden de woorden « 109.863.851 euro » vervangen door de woorden « 109.767.776 euro »;

in § 2, eerste lid, worden de woorden « 324.805.410 euro » vervangen door de woorden « 324.521.372 euro »;

- in § 7, worden de woorden « 2023 » en « 2024 tot 2025 » respectievelijk vervangen door de woorden « 2024 » en « 2025 tot 2026 », en wordt de laatste zin van het eerste lid aangevuld als volgt : « en de jaarlijkse verhoging voor het begrotingsjaar 2013 bedraagt nul euro. ».

Art. 23. In artikel 32bis, eerste lid, van dezelfde wet, zoals gewijzigd, worden de woorden « 8.414.734 euro » vervangen door de woorden « 8.407.375 euro ».

Art. 24. In artikel 35, eerste lid, 2°, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 19 mei 2004, zoals gewijzigd, worden de woorden « 4.891.350 euro » vervangen door de woorden « 4.887.021 euro ».

Art. 25. In artikel 35bis, eerste lid, 2°, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 13 december 2007, zoals gewijzigd, worden de woorden « 3.128.362 euro » vervangen door de woorden « 3.125.627 euro ».

Art. 26. In artikel 35ter, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

in punt 2°, worden de woorden « 3.026.062 euro » vervangen door de woorden « 3.023.416 euro »;

in punt 3°, worden de woorden « 2.485.560 euro » vervangen door de woorden « 2.483.386 euro ».

Art. 27. In artikel 35quater, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

in punt 2°, worden de woorden « 2.357.707 euro » vervangen door de woorden « 2.355.645 euro »;

in punt 3°, worden de woorden « 3.036.571 euro » vervangen door de woorden « 3.033.915 euro ».

Art. 28. In artikel 35quinquies, eerste lid, 2°, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, zoals gewijzigd, worden de woorden « 2.271.313 euro » vervangen door de woorden « 2.269.327 euro ».

Art. 29. In artikel 35sexies, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in punt 2°, worden de woorden « 2.605.957 euro » vervangen door de woorden « 2.603.677 euro »;

- in punt 3°, worden de woorden « 2.409.981 euro » vervangen door de woorden « 2.407.873 euro ».

Art. 30. In artikel 36ter, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 11 januari 2008, zoals gewijzigd, worden de woorden « 628.282 euro » vervangen door de woorden « 622.788 euro ».

Art. 31. In artikel 36quater, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 11 januari 2008, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

in het eerste lid, worden de woorden « 133.924 euro » vervangen door de woorden « 133.820 euro »;

in het derde lid, worden de woorden « 14.880 euro » vervangen door de woorden « 14.869 euro ».

Art. 32. In artikel 36quater/1, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 23 maart 2012, worden de woorden « 2.537.016 euros » vervangen door de woorden « 2.514.830 euro ».

Art. 33. In artikel 45 van dezelfde wet, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

in § 1, eerste lid, worden de woorden « 7.594.437 euro » vervangen door de woorden « 7.587.796 euro »;

in § 1 bis, eerste lid, worden de woorden « 3.442.478 euro » vervangen door de woorden « 3.439.468 euro ».

Art. 34. Artikel 46, § 2, van dezelfde wet, zoals gewijzigd, wordt het laatste lid vervangen door het volgende lid :

« Vanaf het begrotingsjaar 2013 wordt het bedrag van die subsidie vastgesteld op 3.535.000 euro, jaarlijks aangepast aan de schommelingen van de gezondheidsindex van de consumptieprijzen, door dit te vermenigvuldigen met het volgende aanpassingspercentage :

Gezondheidsindex van december van het betrokken begrotingsjaar
Gezondheidsindex van december van het begrotingsjaar 2013 ».

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen*

Art. 35. In artikel 89, § 3, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, zoals gewijzigd, wordt de zin « Vanaf het begrotingsjaar 2012 wordt een bedrag van 70,25 euro toegekend, per subsidieerbare student, voor de financiering. Dat bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommeling van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen van het jaar vooraf » vervangen door de volgende zin : » Vanaf het begrotingsjaar 2013 wordt een bedrag van 70,39 euro toegekend, per subsidieerbare student, aan elke hogeschool. Vanaf het begrotingsjaar 2014, wordt dat bedrag jaarlijks aangepast aan de schommeling van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen van het jaar vooraf. ».

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

Art. 36. In artikel 10, eerste lid, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, zoals gewijzigd, worden de woorden « 283.720.841 euro » vervangen door de woorden « 283.094.904 euro ».

Art. 37. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Vanaf het begrotingsjaar 2015, worden 300.000 euro opgeteld bij het bedrag dat door de vorige leden wordt bepaald.

Vanaf het begrotingsjaar 2013, wordt een bedrag dat overeenstemt met de gewogen gemiddelde brutokosten, jaarlijks berekend krachtens artikel 29, vijfde lid, voor de categorie van de leden van het administratief personeel, opgeteld bij de globale jaarlijkse toelage, wanneer een hogeschool op deze de kosten dekt voor een personeelslid dat ter beschikking van de in afdeling 1 van hoofdstuk 5 bedoelde personeelslid wordt gesteld ».

Art. 38. In artikel 11, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt punt 3° aangevuld met de volgende woorden :

« alsook, in voorkomend geval, het bedrag betreffende het ter beschikking gestelde administratief personeel van de hogeschool waarvan sprake in artikel 10, laatste lid. ».

Art. 39. In artikel 14, 7de lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd, worden de woorden "2012" en "250.000 EUR" respectief vervangen door de woorden "2013" en "252.000 EUR".

Art. 40. In hetzelfde decreet, wordt een artikel 14 bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de begrotingsjaren 2013 tot 2014, wordt bij het vaste deel van elke hogeschool die beschikt over een machtiging tot organisatie van een afdeling "Logopedie" een bedrag van 20.000 euro opgeteld.

Indien de afdeling bedoeld in het vorige lid bovendien, gedurende het academiejaar dat in het betrokken academiejaar eindigt, in het eerste studiejaar een aantal regelmatige studenten heeft toegelaten dat met ten minste 10 % hoger ligt dan het aantal studenten die ze gedurende het academiejaar 2011-2012 heeft toegelaten, wordt bij het vaste deel van die hogeschool een bedrag opgeteld dat gelijk is aan 100.000 euro, gedeeld door het aantal hogescholen die de studies van bachelor logopedie organiseren en die in het eerste jaar een aantal studenten hebben toegelaten dat met ten minste 10 % hoger ligt dan het aantal studenten die ze gedurende het academiejaar 2011-2012 hebben toegelaten.

Indien, ten slotte, de in het eerste lid bedoelde afdeling, gedurende het academiejaar dat in het betrokken begrotingsjaar eindigt, een aantal studenten heeft toegelaten dat met ten minste 10 % hoger ligt dan het aantal dat ze gedurende het academiejaar 2011-2012 heeft toegelaten, wordt bij het vaste deel van die hogeschool een bedrag opgeteld dat gelijk is aan 100.000 euro, gedeeld door het aantal hogescholen die de studies bachelor logopedie organiseren en die in deze afdeling een aantal studenten hebben toegelaten dat met ten minste 10 % hoger ligt dan het aantal studenten die ze gedurende het academiejaar 2011-2012 hebben toegelaten. » .

Art. 41. In artikel 21^{quater}, § 1, van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2005 en zoals gewijzigd, worden de woorden « Vanaf het begrotingsjaar 2012 is het daartoe bestemde globale bedrag 11.895.399 euro. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen van het vorige begrotingsjaar. » vervangen door de woorden « Vanaf het begrotingsjaar 2013 is het daartoe bestemde globale bedrag 11.919.190 eur. Vanaf het begrotingsjaar 2014, wordt dat bedrag jaarlijks aangepast aan de schommeling van het indexcijfer van de consumptieprijzen van het voorafgaande begrotingsjaar. »

Art. 42. Artikel 21^{quinquies} van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Vanaf het begrotingsjaar 2013, wordt een bedrag van 521.000 euro, verdeeld overeenkomstig artikel 37^{bis} van het decreet, toegekend aan de hogescholen voor de organisatie van initiatieven tot verbetering van de kansen om te slagen.

Vanaf het begrotingsjaar 2014, wordt dat bedrag jaarlijks aangepast aan de schommeling van de gezondheidindex van het jaar vooraf.

De middelen die aldus door de hogescholen worden bekomen, worden uitsluitend bestemd voor de bijdrage in de personeelskosten. »

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen in verband met het « Centre hospitalier universitaire de Liège »*

Art. 43. In artikel 10 van het programmadecreet van 19 december 2002 houdende verschillende maatregelen betreffende de begrotingsfondsen, het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap, de euro, de universitaire instellingen, het « Centre hospitalier universitaire de Liège », de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor de gezondheids promotie op school, het onderwijs en het " Centre technique horticole de Gembloux ", zoals gewijzigd, wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid :

Vanaf het begrotingsjaar 2013, wordt jaarlijks aan het « Centre hospitalier universitaire de Liège » een subsidie van 2.124.000 euro toegekend. ».

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 20 juli 2005 betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs*

Art. 44. In artikel 4, § 1, van het decreet van 20 juli 2005 betreffende het bijkomend inschrijvingsgeld geïnd in het niet-universitair hoger onderwijs, zoals gewijzigd, worden de woorden « Vanaf het begrotingsjaar 2012 is het daartoe bestemde globale bedrag 1.677.129 euro. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommelingen van het

indexcijfer van de consumptieprijzen van het vorige begrotingsjaar.» vervangen door de woorden «Vanaf het begrotingsjaar 2013 is het globale bedrag 1.680.483 euro. Vanaf het begrotingsjaar 2014 wordt dit bedrag jaarlijks aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen van het vorige begrotingsjaar.».

HOOFDSTUK VI. — Bepaling tot wijziging van de wet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)

Art. 45. Artikel 60^{quinquies}, § 1, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), zoals ingevoegd bij het decreet van 9 mei 2008, zoals gewijzigd, wordt vervangen door de volgende paragraaf :

« § 1. Vanaf het begrotingsjaar 2013 wordt een uitrustingsstoelage toegekend aan de Hogere kunstscholen waarvan het bedrag op 139.000 euro per jaar vastgesteld wordt.

Dat bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommeling van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen, volgens de volgende formule :

- Gezondheidsindex van januari van het betrokken begrotingsjaar/Gezondheidsindex van de maand januari van het begrotingsjaar 2013. ».

Art. 46. In artikel 59, eerste lid, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), zoals gewijzigd, wordt de zin «Vanaf het begrotingsjaar 2012 wordt een bedrag van 66,89 euro toegekend, per subsidieerbare student, voor de financiering. Dat bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommeling van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen van het jaar vooraf.» vervangen door de volgende zin :

«Vanaf het begrotingsjaar 2013 wordt een bedrag van 67,36 euro per subsidieerbare student aan elke hogere kunstschool toegekend. Vanaf het begrotingsjaar 2014, wordt dat bedrag jaarlijks aangepast aan de schommeling van het gezondheidsindexcijfer van de consumptieprijzen van het jaar vooraf.».

HOOFDSTUK VII. — Bepaling tot wijziging van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen

Art. 47. In artikel 2 van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen, zoals gewijzigd, worden de volgende leden 2 tot 5 gewijzigd als volgt :

«In de universitaire instellingen, vermeld onder de letters *a*) tot *c*) van artikel 25 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, wordt een bedrag van 381,40 EUR per student toegekend voor de eerste 5.000 studenten en wordt een bedrag van 253,61 EUR per student boven de 5.000 toegekend.

In de universitaire instellingen vermeld onder de letters *d*) tot *i*) van artikel 25 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, wordt een bedrag van 381,40 EUR per student toegekend voor de eerste 2.500 studenten en wordt een bedrag van 253,61 EUR per student boven de 2.500 toegekend.

Dat bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de schommeling van het indexcijfer van de consumptieprijzen, volgens de volgende formule :

Index van de prijzen van de maand januari van het betrokken begrotingsjaar/index van de prijzen van de maand januari van het begrotingsjaar 2013. ».

HOOFDSTUK VIII. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 6 oktober 2011 betreffende de cursusdragers

Art. 48. In artikel 2 van het decreet van 6 oktober 2011 betreffende de cursusdragers, wordt paragraaf 1 vervangen als volgt :

« § 1. Vanaf het academiejaar 2013 draagt de Franse Gemeenschap bij tot de kosteloosheid van de cursusdragers door het toekennen aan de universitaire instellingen, de hogescholen en de hogere kunstscholen van jaartoelagen die komen bij de sociale voordelen en subsidies.

Daartoe wordt een globaal basisbedrag van 1.002.000 euro bepaald.

Vanaf het begrotingsjaar 2014 wordt dat globale basisbedrag jaarlijks aangepast op grond van het indexcijfer van de consumptieprijzen, volgens de volgende formule :

Globaal basisbedrag X indexcijfer van de maand januari van het betrokken jaar/ indexcijfer van de maand januari 2013. ».

HOOFDSTUK IX. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling en de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

Art. 49. Artikel 39, § 4, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling wordt aangevuld als volgt :

«Met uitsluitend als doel het bedrag van de aanvullende toelagen bedoeld in artikel 36^{bis}, voor het academiejaar 2013-2014, te berekenen, worden de bedragen bedoeld in de §§ 1, 2, 3, 5 en 6, van dit artikel, geïndexeerd op grond van het indexcijfer van de consumptieprijzen, volgens de volgende formule :

Basisbedrag X Index van november 2011 X 1,002/Index van november 1991.

Die bedragen worden naar de lagere euro afgerond.

Met uitsluitend als doel het bedrag van de aanvullende toelagen bedoeld in artikel 36bis, vanaf het academiejaar 2014-2015, te berekenen, worden de bedragen bedoeld in de §§ 1, 2, 3, 5 en 6, van dit artikel, jaarlijks geïndexeerd op grond van het indexcijfer van de consumptieprijzen, volgens de volgende formule :

Basisbedrag, zoals geïndexeerd voor het jaar 2013-2014 X Index van november voorafgaand aan het begin van het bedoelde academiejaar/Index van november 2012.

Die bedragen worden naar de lagere euro afgerond.

Art. 50. In artikel 12, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de volgende leden ingevoegd tussen het achtste lid en het negende lid :

« Met uitsluitend als doel het bedrag van de aanvullende toelagen bedoeld in artikel 21sexies van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, en in artikel 57 bis van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), voor het academiejaar 2013-2014, te berekenen, worden de bedragen bedoeld in deze paragraaf, geïndexeerd op grond van het indexcijfer van de consumptieprijzen, volgens de volgende formule :

Basisbedrag X Index van november 2011 X 1,002/Index van november 1991.

Met uitsluitend als doel het bedrag van de aanvullende toelagen bedoeld in artikel 21sexies van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, en in artikel 57 bis van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), vanaf het academiejaar 2014-2015, te berekenen, worden de bedragen bedoeld in deze paragraaf, jaarlijks geïndexeerd op grond van het indexcijfer van de consumptieprijzen, volgens de volgende formule :

Basisbedrag, zoals geïndexeerd voor het jaar 2013-2014 X Index van november voorafgaand aan het begin van het bedoelde academiejaar/Index van november 2012. ».

TITEL VIII. — *Bepalingen in verband met de schoolgebouwen*

HOOFDSTUK I. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 51. § 1. In de artikelen 6bis, § 2 en 8bis, § 2 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ingevoegd bij het decreet van 12 juli 2001, aangevuld bij het decreet van 14 november 2008, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2009, wordt de volgende wijziging aangebracht : de woorden

« van 2013 tot 2039 » worden vervangen door de woorden « van 2014 tot 2040 ».

§ 2. In artikel 6 bis van hetzelfde decreet, wordt een § 5 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 5. Niettegenstaande de verhoging bepaald in de §§ 1, 2, 3 en 4, wordt de dotatie bedoeld in artikel 5, § 2, 3°, ook jaarlijks met 500.000 euro van 2013 tot 2017 verhoogd. »

§ 3 In artikel 8bis van hetzelfde decreet, wordt een § 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Niettegenstaande de verhoging bepaald in de §§ 1, 2 en 3, wordt de dotatie bedoeld in artikel 7, § 2, 3°, ook jaarlijks met 743.000 euro van 2013 tot 2032 verhoogd. »

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 52. § 1. In artikel 7 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de decreten van 12 december 2008, 17 december 2009, 15 december 2010, 12 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht in § 1, eerste lid :

- het laatste streepje wordt gewijzigd als volgt :

« -euro 35 826 000 in 2012 »;

er wordt dan een streepje toegevoegd na het laatste streepje, dat het voorlaatste streepje wordt :

« -euro 35 898 000 in 2013 ».

In het tweede lid van dezelfde paragraaf, worden de woorden « 2013 » en « 2012 » respectievelijk vervangen door « 2014 » en « 2013 ».

§ 2. In § 2, tweede lid, van hetzelfde artikel, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

de woorden « van 2011 tot 2012 » vervangen door de woorden « van 2011 tot 2013 »;

de woorden « van 2013 tot 2014 » vervangen door de woorden « in 2014 »;

de woorden « van 2038 tot 2039 » vervangen door de woorden « van 2038 tot 2040 »;

de woorden « van 2040 tot 2041 » vervangen door de woorden « in 2041 ».

TITEL IX. — Bepalingen in verband met Onderzoek**HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 maart 2007 houdende diverse maatregelen inzake onderzoek in de universitaire instellingen**

Art. 53. § 1. In artikel 1 van het decreet van 30 maart 2007 houdende diverse maatregelen inzake onderzoek in de universitaire instellingen, wordt het bedrag « 13.053.792 euro », toegekend voor de bijzondere onderzoeksfondsen, vervangen door het bedrag « 13.042.453 euro ».

§ 2. In artikel 6 van hetzelfde decreet, wordt het bedrag « 13.125.739 euro », toegekend voor de overlegde onderzoeksacties, vervangen door het bedrag « 13.114.338 euro ».

HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 20 juli 2000 houdende verschillende maatregelen inzake het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek

Art. 54. § 1. In artikel 17, tweede lid, van het decreet van 20 juli 2000 houdende verschillende maatregelen inzake het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek, ingevoegd bij het decreet 30 maart 2007, gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2012, wordt het bedrag « 8.638.879 euro », toegekend aan het « Fonds de la Recherche Scientifique - FNRS » met het oog op de financiering van de opleidingsbeurzen voor het onderzoek in de nijverheid en de landbouw, vervangen door « 8.631.652 euro ».

§ 2. In het vierde lid van hetzelfde artikel, ingevoegd bij het decreet van 24 oktober 2008, gewijzigd bij het decreet van 12 juli 2012, wordt het aanvullende bedrag « 1.998.536 euro » vervangen door « 1.996.229 euro ».

TITEL X. — Bepaling in verband met het « Entreprise des Technologies nouvelles de l'information et de la communication de la Communauté Française » (Bedrijf voor de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap)

Art. 55. In artikel 15 van het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), wordt § 3 vervangen als volgt :

« § 3. De kassier stelt de globale staat vast, dit is de netto-thesauriëstaat die wordt vastgesteld op grond van het geheel van de saldi van alle rekeningen van de Franse Gemeenschap, de rekeningen van het « Entreprise des Technologies nouvelles de l'information et de la communication de la Communauté française » (Bedrijf voor de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap) alsook van die van de « Radio Télévision belge de la Communauté Française (RTBF). Die globale staat wordt door de Directie Schuld van het Ministerie van de Franse Gemeenschap beheerd. De financiële rekeningen van het overheidsbedrijf in de globale staat brengen geen interest op. ».

TITEL XI. — Slotbepalingen

Art. 56. Artikel 29 van het programmadecreet van 17 december 2009 houdende verschillende maatregelen betreffende de onderwijsinstellingen, de internaten, de psycho-medisch-sociale centra, de vermindering van het aantal opdrachthouders ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap, de schoolgebouwen, de opleiding tijdens de loopbaan, het wachtgeld in geval van een gedeeltelijk opdrachtverlies, de herfinanciering van de universiteiten en de Hogescholen, het statuut van de personeelsleden van de universiteiten, de dotaties en subsidies aan sommige instellingen die een beheersovereenkomst hebben aangegaan, de audiovisuele mediadiensten, de toekenning van subsidies aan de plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten, de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren en de erkenning en de subsidiëring van de musea en andere museale instellingen wordt opgeheven.

Art. 57. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2013.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 2013.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

Nota

(1) *Zitting 2012 - 2013.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 512 - 1. — Adviezen van de commissies, nr. 512-2 tot nr. 512-6. — Verslag, nr. 512-7.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 17 juli 2013.